

Débats d'Histoire n°1

L'objectif des deux prochaines séances est de réaliser un podcast. Un **podcast** est une création audio que l'on peut écouter n'importe où, n'importe quand parce qu'on peut la télécharger. Il s'agit du premier numéro d'une émission qui s'intitule Débats d'Histoires. Le sujet sera le suivant : **le 11 septembre 2001 a-t-il changé le monde ?**

Il s'agira de réfléchir avec plusieurs invités autour de la problématique suivante : *les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis constituent-ils une véritable rupture qui fait basculer l'ordre mondial unipolaire garanti par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre froide, vers une forme de désordre multipolaire sans véritable gouvernance mondiale possible ?* Cela nécessite **4 personnes** autour du **micro au moment de l'enregistrement**.

- **Un.e animateur.rice** : son rôle est de lancer l'émission, de poser des questions aux invités, d'animer et de recadrer le débat et enfin de le conclure. Elle.Il devra être à l'aise au micro, avoir une idée globale des points de vue des intervenants et maîtriser la durée de l'émission (entre 10 et 15 minutes). Elle.Il sera aidé.e de **3 autres personnes** qui formeront son équipe.

- **Un.e ancien.ne diplomate de l'ONU**. Ayant travaillé au siège de l'ONU entre 1990 et 2015, elle.il intervient pour éclairer de son point de vue, l'évolution des relations internationales dans les années 2000 et le rôle de l'institution pour laquelle elle.il a travaillé. **Elle.il sera aidé de 3 autres personnes** qui formeront son équipe.

- **Un.e historien.ne** spécialiste des relations internationales et de la politique étrangère des Etats-Unis. **Elle.il sera aidé.e de 3 autres personnes** qui formeront son équipe.

- **Un.e grand.e reporter de guerre**. Envoyé.e sur plusieurs terrains de conflits dans les années 1990/2000 partout dans le monde mais notamment au Rwanda, Ex-Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Syrie, etc ... Ses reportages au Rwanda ont donné lieu à une adaptation en bande dessinée. **Elle.il sera aidé.e de 3 autres personnes** qui formeront son équipe.

L'émission sera enregistrée en public. Plus exactement, **2 émissions** seront enregistrées. Le public votera ensuite pour la plus intéressante des deux. L'émission choisie sera **montée** et **podcastée** à partir d'**e-lyco**.

Échelle descriptive des intervenants :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
critères	<p>Présentation insuffisante en terme de contenu / connaissances / notions.</p> <p>Pas/trop peu d'intervention(s) lors de la phase de débats.</p> <p>Interventions qui manquent de références à des sources historiques précises</p>	<p>Présentation qui manque de clarté et de précision</p> <p>Lors de la phase d'échange, prise de parole rare et manque de références et de vocabulaire</p> <p>Lors de la phase d'échange, prises de parole qui apportent des arguments, mais qui manquent de références et de vocabulaire historique clairement identifiées</p> <p>interventions manquent de clarté</p>	<p>Ma présentation est audible, mais s'appuie peu sur les sources.</p> <p>Prise de parole régulière</p> <p>Prise de parole étayée et argumentée</p> <p>Ma posture et mon vocabulaire sont adaptés à la situation.</p>	<p>Présentation particulièrement argumentée : exemples, chiffres, faits précis extraits de documents référencés.</p> <p>Prise de parole régulières et qui mobilisent du vocabulaire lors de la phase d'échange d'arguments.</p> <p>Expression corporelle et l'argumentation permet de convaincre</p>

Fiche animateur.rice



Voici **le fil** (le déroulé) de l'émission :

- 1) **Générique** (15 secondes) qui sera rajouté au montage.
- 2) **Présentation** de l'émission, du sujet (entrée en matière + problématique), des invités (1 minute environ).
- 3) **Virgule sonore** (3-4 secondes) qui sera rajoutée au montage.
- 4) **Le débat** : (10 minutes environ)

3 questions seront posées par l'animateur aux différents invités. Deux possibilités :

- soit une question pour chaque invité.
- soit 3 questions auxquelles tous les invités pourront répondre à tour de rôle.

Evidemment, il est souhaitable que les invités s'interrompent, s'interpellent, fassent éclater leurs désaccords ou tombent d'accord sur certains points. Il vous revient de veiller à ce qu'un invité ne monopolise pas trop longtemps la parole et de faciliter la prise de parole d'un invité qui aurait des difficultés à intervenir.

5) Charge enfin à l'animateur.rice de **conclure** en répondant à la problématique, en remerciant ses invité.e.s puis en donnant rendez-vous pour un prochain numéro avec éventuellement un autre sujet en guise d'ouverture.

Rôle du/de la journaliste, animateur/trice de l'émission

1 - Introduction de l'émission	Il présente le thème, les enjeux, les intervenant.e.s présent.e.s (Nom et fonction)
2 - Distribue la parole en amorçant les interventions des différents intervenants	<ul style="list-style-type: none">• Il introduit chacun des acteurs présents en leur donnant la parole• Pose une/des question(s) en lien avec l'intervenant.e
3 – Relance les intervenants	<ul style="list-style-type: none">• Relance sur des thèmes polémiques pour favoriser les échanges contradictoires• Répartit la parole de façon équitable• Capacité à animer les débats en régulant la prise de parole des intervenants.
4 - Livre une brève conclusion du débat :	<ul style="list-style-type: none">x remercie les intervenants présentsx Récapitule les grands enjeux de l'émission autour des notions historiques au cœur de l'émission

Fiche diplomate de l'ONU



Agé.e de 65 ans, vous êtes désormais à la retraite et libéré.e de votre devoir de réserve. Diplomate français.e, ancien ambassadeur.rice, vous avez intégré.e la représentation française au conseil de sécurité de l'ONU à New York en 1990 au moment où se déclenche la première guerre du golfe. A titre personnel, vous n'avez eu de cesse de défendre, comme les différents présidents français d'ailleurs, le **multilatéralisme** et le **rôle de l'ONU**.

Durant la première guerre du golfe vous avez observé la force du **multilatéralisme** et le rôle accru de l'ONU dans les relations internationales dans le cadre d'un **monde unipolaire**. Puis au cours de la **seconde guerre du Golfe** (ou guerre d'Irak) en 2003, vous avez déploré l'**unilatéralisme** américain puis le **blocage des moyens d'actions diplomatiques de l'ONU** au cours des années 2000 dans un monde devenu **multipolaire**.

Pour vous le **11 septembre 2001** et surtout la réaction américaine qui s'en est suivie constitue donc la véritable **rupture** des relations internationales des années 1990-2000.

Aujourd'hui, vous défendez les différentes formes de la **gouvernance mondiale** : **protocole de Kyoto** (gouvernance écologique mondiale), **CPI**, **OMC**, **COP21**, etc... Tout en reconnaissant les **limites de cette gouvernance** dans un monde où les rivalités de puissance sont de plus en plus apparentes.

Vous devez utiliser les termes/expressions en gras ci-dessus et vous pourrez vous appuyer sur les pages 282-283-292-293 de votre manuel et les documents suivants :

La guerre en Irak «illégale» pour Kofi Annan.



Kofi Annan était secrétaire général de l'ONU lorsque les Etats-Unis de Georges W. Bush déclenchèrent, de manière unilatérale et sans accord de l'ONU, une guerre d'invasion de l'Irak afin de renverser le dictateur irakien Saddam Hussein accusé, après les attentats du 11 septembre 2001 de soutenir l'organisation terroriste Al Qaida et de détenir des armes de destruction massive.

Près d'un an et demi après la chute du régime de Saddam Hussein et alors que la situation sécuritaire en Irak confine au chaos, le secrétaire général des Nations unies a réaffirmé que la guerre menée contre ce pays était «illégale» au regard de la Charte de l'organisation internationale. Quelques jours avant le lancement de l'offensive américano-britannique, Kofi Annan avait déjà mis en garde Washington et Londres, soulignant qu'une guerre sans l'appui de l'ONU serait illégitime.

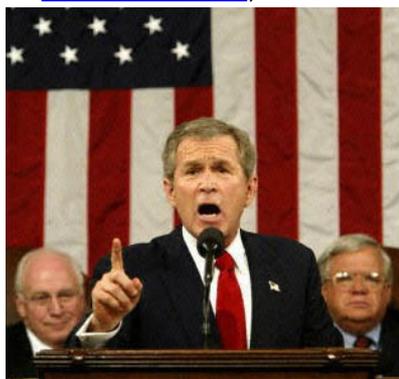
Le secrétaire général des Nations unies n'a eu aucune hésitation face au journaliste de la BBC qui lui demandait s'il jugeait l'entrée en guerre contre l'Irak illégale. «*Oui, si vous voulez. J'ai signalé qu'elle n'était pas conforme à la Charte de l'ONU de notre point de vue et qu'elle était donc illégale de ce point de vue*», a-t-il expliqué. «*Je suis l'un de ceux qui croient qu'il y aurait dû y avoir une deuxième résolution du Conseil de sécurité pour donner le feu vert à l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis*», a également ajouté Kofi Annan. La Charte des Nations unies autorise en effet les Etats à faire usage de la force armée mais avec l'accord du Conseil dans le but de faire respecter les règles ou les résolutions de l'organisation internationale. Cela a été le cas lors de la guerre de Corée en 1950 et plus récemment lors du premier conflit du Golfe en 1991 qui a fait suite à l'invasion du Koweït par le régime de Saddam Hussein. Or dans le cas de l'Irak en 2003, Les Etats-Unis ont abandonné l'idée d'obtenir l'aval du Conseil de sécurité dès lors qu'il était clair qu'une résolution allant dans ce sens n'avait aucune chance d'aboutir à cause notamment de la position de la troïka européenne –France, Allemagne et Russie–, Paris ayant également menacé d'user de son droit de veto.

Article publié le 16/09/2004 sur le site de RFI (Radio France Internationale).

Bush dessine sa doctrine.

Article publié dans le journal français *Libération* en mars 2003 au moment de l'intervention américaine en Irak, décidée sans l'aval de l'ONU.

Par [Pascal RICHE](#), le 19 mars 2003.



Unilatéralisme, «guerre préventive» et manichéisme assumé... Décryptage de la nouvelle stratégie des Etats-Unis.

La «doctrine Bush» est désormais en action. Lundi soir, au cours d'une allocution télévisée de treize minutes, le président américain a donné 48 heures à Saddam Hussein et ses fils pour déguerpir de Bagdad, leur a promis une guerre s'ils refusaient et a lancé un appel à la désobéissance aux militaires irakiens. Mais il a aussi résumé, en quelques mots très directs, la nouvelle philosophie stratégique que son administration a bâtie, touche par touche, depuis le 11 septembre. Elle mêle unilatéralisme, action «préventive» et manichéisme assumé, donnant une image terrible des Etats-Unis dans le monde.

Pour Bush, la «guerre préventive» doit être, dans le monde post-11 septembre, un mode normal de règlement des problèmes de sécurité. «Répondre à de tels ennemis [les terroristes et les Etats terroristes] uniquement après qu'ils ont frappé n'est pas de l'autodéfense, c'est du suicide», a-t-il rappelé lundi. Lorsqu'il avait lancé son concept de «guerre préventive», lors d'un discours à l'académie militaire de West Point, en juin 2002, il avait soulevé un tollé planétaire. Pour la plupart des pays, cette doctrine, qui laisse une grande place à l'arbitraire, menace la stabilité mondiale.

Déjà présente sous Bill Clinton, la tendance à l'unilatéralisme a été accentuée dès l'arrivée de Bush au pouvoir. Ce dernier tourne d'entrée le dos à divers traités (protocole de Kyoto, traité antimissiles balistiques, Cour pénale internationale, etc.). Mais cette fois, l'administration américaine va beaucoup plus loin, puisqu'elle s'engage dans une guerre contre la majorité de l'ONU. Pour Bush, la légitimité des Etats-Unis, puissance dominante et éclairée, surpasse celle des Nations unies, ensemble de pays plus ou moins démocratiques. «Le Conseil de sécurité n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités, donc nous devons être à la hauteur des nôtres», a-t-il déclaré lundi, faisant passer la «volonté» avant «la légitimité».

Pour Washington, l'ONU reste utile pour lutter contre la maladie ou la pauvreté, et aider à la reconstruction des pays après guerre. Mais la Maison Blanche considère le Conseil de sécurité comme un «club de parlotte», à éviter sur les sujets touchant à la sécurité nationale des Etats-Unis.

Au lendemain du 11 septembre, Bush avait prévenu : «Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous.» La phrase, empruntée aux Evangiles, avait choqué. Son administration s'est gardée de la répéter à l'occasion du débat sur l'Irak. Mais l'idée n'a pas quitté Bush. Dans son discours de lundi, il n'hésite pas à comparer les opposants à la guerre à ceux qui, «au XXe siècle, ont choisi d'apaiser des dictateurs meurtriers dont on a laissé les menaces croître jusqu'à se transformer en génocide et en guerre mondiale». Parmi ces nouveaux «munichois», il a épinglé, sans les nommer, la France et la Russie qui «partagent notre analyse du danger, mais pas notre détermination à y faire face».

[Pascal RICHE](#)

Accord de Paris : les intox de Donald Trump dans son discours justifiant le retrait.



Pour justifier son retrait de [l'accord de Paris](#), Donald Trump a déroulé une série d'arguments [jeudi dans un discours](#). Mais nombre de ses affirmations sur les contraintes et les devoirs liés à l'accord s'avèrent approximatifs, voire mensongers.

«La Chine sera autorisée à construire des centaines de centrales à charbon. Nous ne le pouvons pas, et eux ils le peuvent, selon l'accord. L'Inde sera autorisée à doubler sa production de charbon d'ici 2020»

Rien dans l'accord n'interdit de développer ou de limiter l'emploi du charbon. Le déclin du charbon dans le monde et aux Etats-Unis est aujourd'hui lié à une tendance lourde du marché de l'énergie. Le gaz naturel, produit en abondance, est moins cher et moins polluant que le charbon. C'est pourquoi la Chine a annoncé qu'elle renonçait à construire une centaine de centrales à charbon.

«Les contraintes énergétiques onéreuses qui pèseront sur les Etats-Unis se traduiront par la perte de 2,7 millions d'emplois d'ici 2025»

Donald Trump sort cette statistique d'une étude contestée du [National Economic Research Associates](#), financée par la Chambre de Commerce américaine. Elle ne prend pas en compte les potentielles retombées économiques de la réduction des émissions et le développement des technologies propres. Or [d'après de nombreux acteurs économiques](#), parmi lesquelles de grandes entreprises américaines, les énergies renouvelables, dont le coût a baissé, sont des sources d'économies considérables.

«Le Fonds vert obligera les Etats-Unis à verser 10 milliards de dollars, dont 1 milliard a déjà été donné. Personne d'autre que nous n'en a fait de même»

Le Fonds vert est une enveloppe budgétaire qui vise à financer à travers le monde des projets de lutte contre le réchauffement climatique, notamment dans les pays pauvres. La part des Etats-Unis est fixée à 3 milliards de dollars, et non 10, comme l'a avancé le président Trump. Et 43 gouvernements ont déjà versé leur obole, dont neuf pays en cours de développement.

L'Inde bénéficiera de «milliards de dollars d'aide au développement» et la Chine «pourra faire ce qu'elle veut pendant 13 ans»

C'est factuellement vrai, mais la manière de présenter ces faits est, elle, tronquée. L'accord de Paris est un savant équilibre entre pays riches et pays en développement. Les 195 signataires se sont mis d'accord sur un effort équitable pour réduire leurs émissions. Les pays les plus industrialisés, avec un niveau de vie élevé, sont plus à même d'aborder la transition écologique que des pays récemment industrialisés (comme l'Inde et la Chine). Les Etats riches sont capables de s'appliquer des contraintes que des nations dépourvues d'infrastructures ou de services (électricité, transports) ne peuvent pas encore supporter.

Fiche historien.ne



Historien.ne universitaire, vous êtes un.e spécialiste de l'évolution des relations internationales aux XX et XXI siècles et en particulier de la politique étrangère des Etats-Unis.

Selon vous, les attentats du 11 septembre 2001 ne sont pas un véritable tournant dans les relations internationales. Il s'agit d'un événement, certes spectaculaire, mais qui ne modifie pas les tendances à long terme de l'évolution des relations internationales.

L'entrée progressive dans un **monde multipolaire** où les Etats-Unis ne constituent plus une **hyperpuissance** sans rivaux s'explique par d'autres facteurs que les attentats du 11 septembre.

Vous devez utiliser les termes/expressions en gras ci-dessus et vous pourrez vous appuyer sur les pages 282-283-292-293 de votre manuel et les documents suivants :

Entretien donné par l'historien Justin Vaïsse au magazine de géopolitique Hérodote sur la stratégie du pivot adoptée par Barack Obama après les années Bush Jr.

Hérodote : *Vous présentez un bilan de la présidence Obama tout en contrastes. La ligne de conduite du président en politique étrangère serait-elle difficile à saisir ?*

Justin Vaïsse : Oui, elle est difficile parce que c'est un président pragmatique qui se revendique comme tel [...] Au lieu de partir d'une vision très structurée du monde et d'en déduire une ligne de conduite, Obama est beaucoup plus flexible, ce qui rend sa politique plus difficile à saisir [...]; elle relève plutôt de la façon dont il analyse les relations internationales et les rapports entre l'Amérique et le monde.

À son arrivée en 2009, la représentation qu'il a de l'Amérique est celle d'un pays en phase de déclin relatif. Il considère que le grand événement des dix années précédentes – et surtout des cinq années précédentes – est l'émergence de nouvelles puissances, en particulier la Chine mais aussi le Brésil et l'Inde, puis l'Indonésie, la Turquie et d'autres comme la Russie qui se réaffirme à partir de l'arrivée de Poutine. Il estime que les États-Unis ont largement raté ce phénomène nouveau parce qu'ils étaient concentrés sur la guerre contre le terrorisme. L'Afghanistan et l'Irak ont détourné leur attention et leurs ressources vers la chasse aux terroristes, les empêchant de s'intéresser à ce monde changeant. Partant de ce bilan-là, ce qu'il faut faire pour Obama, c'est reformuler le *leadership* américain et le rapprocher du centre de gravité du monde, à savoir les pays émergents et notamment l'Asie orientale autour de la Chine. C'est cette perspective qui est au cœur de l'idée de « pivot », représentation utile que j'emploie dans mon livre.

Le pivot au sens propre, c'est le rééquilibrage vers l'Asie, à la fois militaire et politique, mais c'est aussi le rééquilibrage vers les puissances émergentes en général. Le terme « pivot » est lui-même utilisé à partir du voyage d'Obama en Asie-Pacifique en novembre 2011

En début de mandat, Obama a montré cette très forte conviction que le monde avait changé, qu'on était passé du monde du G8 au monde du G20, ou du monde de la guerre froide et du G8 vers un monde plus compliqué, multipolaire, et qu'il fallait adapter le *leadership* américain à cette nouvelle réalité.

Le 11 septembre n'a pas changé le monde.

Le 6 septembre 2011, à l'approche des 10 ans de l'avènement, Pascal Boniface, chercheur à l'IRIS (Institut des Relations Internationales Stratégiques), tente d'expliquer pourquoi selon lui le 11 septembre 2001 n'a pas « changé le monde ».

Selon une conviction largement répandue, le monde aurait profondément changé après les attentats du 11 septembre 2001. Ces derniers auraient modifié en profondeur les structures mêmes de l'ordre mondial. Plus rien ne serait jamais comme avant. C'est une idée reçue, la réalité est toute autre.

C'est en fait confondre le choc causé par ces attentats et leur impact réel sur les équilibres stratégiques. Bien sûr, aujourd'hui encore chacun se rappelle avec précision à quel moment, en quelles circonstances, à quel endroit, il a appris la terrible nouvelle. Pour chacun l'émotion a été immense. Cet événement a été montré en boucle par toutes les télévisions du monde. L'effet de surprise a été total, les meilleurs scénaristes d'Hollywood n'ayant jamais pu imaginer un tel usage d'avions civils. L'hyperpuissance américaine paraissait invincible et à l'abri de toute menace. Les Twin Towers étaient connues de tous et représentaient le symbole de la puissance économique et commerciale américaine. S'y ajoute l'horreur de la mort de 3 000 innocents dans des conditions atroces. Bref tous les éléments étaient présents pour faire de ces attentats un événement à nul autre pareil.

Mais en déduire qu'il a débouché sur la création d'un monde nouveau, est confondre impact psychologique et conséquences structurelles. Le 11 septembre restera à jamais dans les mémoires, c'est bien sûr un événement historique, il n'a pas pour autant modifié en profondeur les rapports de force internationaux et l'état de la planète. Certes, le monde n'est pas tout à fait le même qu'il y a 10 ans. Mais la plupart des modifications ne proviennent pas du 11 septembre, mais d'autres facteurs. Les États-Unis ont été frappés comme jamais ils ne l'avaient été par une attaque extérieure sur le territoire. [...]

Ont-ils été affaiblis ? Non, ils sont restés la première puissance mondiale, loin devant toutes les autres. La place respective sur l'échiquier international de la Chine, de la Russie, de l'Europe, du Brésil, de l'Inde et de tous les autres pays a, certes, évolué depuis le 11 septembre mais pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les attentats. L'émergence de la Chine, du Brésil et de l'Inde n'ont rien à voir avec le 11 septembre. Les grands défis mondiaux, qu'il s'agisse de lutter contre le réchauffement climatique, de réduire le sous-développement, d'améliorer l'état sanitaire de la planète, n'ont en rien été influencés par le 11 septembre.

La guerre d'Irak en été le résultat, mais les Américains auraient pu, et beaucoup de gens l'ont toujours pensé – notamment Barack Obama -, choisir une autre réponse au 11 septembre que la guerre d'Irak. D'ailleurs, les néoconservateurs préconisaient cette guerre depuis 1998. Le 11 septembre n'est pas la cause de la guerre d'Irak mais son prétexte. Cette guerre – et la politique unilatérale de George W. Bush – a contribué au déclin relatif des États-Unis. Mais ce déclin relatif n'a été qu'accentué par la politique de George W. Bush. Il tire son origine principale de causes structurelles plus importantes qui tiennent avant tout à l'émergence d'autres grandes nations (Chine Brésil Inde, etc.).

La dernière révolution stratégique qui a modifié l'ordre mondial n'est pas le 11/09, mais le 09/11 (9 novembre 1989), lorsque le Mur de Berlin est tombé. À cette époque, le monde bipolaire, qui avait structuré les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a pris fin.

Depuis, un ordre nouveau se bâtit sur des tendances à long terme. Il y en a deux principales. La fin du monopole de la puissance détenu depuis 5 siècles par le monde occidental et la montée en puissance des opinions publiques et des peuples dans la décision internationale.

<https://www.iris-france.org/44151-le-11-septembre-na-pas-chang-le-monde/>

Fiche reporter de guerre.



Reporter expérimenté.e, vous avez couvert pour la presse, la radio et la télévision différents conflits sur tous les continents. Contrairement à l'idée développée d'un ordre unipolaire et d'une gouvernance mondiale de l'ONU qui garantirait la paix après la guerre froide, vous avez pu observer le développement de nombreux **conflits asymétriques** et constater le déclenchement **crimes de masse** bien avant le 11 septembre 2001, et ce, notamment en **Ex-Yougoslavie** à partir de 1992 et surtout en 1994 avec le **génocide** des Tutsis au **Rwanda**. Vous êtes très critique sur le rôle de l'**ONU** dans ces deux conflits.

Ainsi, selon vous le 11 septembre n'est pas véritablement un tournant. Vous insisterez sur les insuffisances de la **gouvernance mondiale** et l'impuissance de la **communauté internationale** (notamment des **grandes puissances** et de l'**ONU**) à empêcher certains conflits et crimes de masse dont un génocide déjà bien avant le 11 septembre 2001.

Vous devez utiliser les termes/expressions en gras ci-dessus et vous pourrez vous appuyer sur les documents suivants :

Le reporter Parick de Saint Exupéry a effectué un long reportage au Rwanda au moment du génocide des Tutsis aux côtés des soldats français mandatés par l'ONU pour mettre fin aux massacres. Un de ses articles est publié le 29 juin 1994 dans le journal français *le Figaro* (voir ci-dessous). Il fait parti des journalistes qui tentent d'alerter la communauté internationale sur le génocide en cours. Son reportage à été retranscrit, 20 ans plus tard, sous la forme d'une bande dessinée en collaboration avec le dessinateur Hyppolite en 2014 (*La Fantaisie des dieux*, aux éditions Les Arènes). Son travail pointe notamment les responsabilités de la France et le manque d'efficacité de l'ONU face à l'un des pires crimes contre l'humanité du XX siècle.

LA VIE INTERNATIONALE

François Léotard inspecte aujourd'hui le dispositif « Turquoise »

Rwanda : les assassins racotent leurs massacres

Horrifiés par leurs découvertes, les militaires français recueillent, de village en village, les aveux de tueurs sans remords.

NYAGURATI : de notre envoyé spécial, **PATRICK DE SAINT-EXUPÉRY**

Hier, quarante soldats français ont découvert l'enfer au pays des mille collines.

Combattants d'élite, issus des commandos de l'air de Nîmes et des groupes d'intervention spéciaux de la gendarmerie, ils s'aventurent pour la première fois à l'intérieur du territoire rwandais. Dans leurs trois jeeps, on embarque un matériel sophistiqué : fusils d'assaut à lunette de visée nocturne, systèmes radio ultra-performants, fusils Mac Milan capables de percer tous les blindages, armes de précision pour riposter aux assauts de francs-tireurs... Leur mission est simple : reconnaître deux endroits distants d'une trentaine de kilomètres de Kibuye, où des « incidents » sérieux sont signalés.

Deux heures de routes, ponctuées de quelques haltes pour vérifier la position exacte du village de Nyagurati, dans le secteur de Kagabiro. A chaque arrêt, le groupe se déplace en protection rapprochée. Entre eux, les hommes parlent le moins possible.

Une bifurcation à gauche : la piste est raide, presque impraticable. Quelques kilomètres de grimpe au sommet d'une colline et le village de Nyagurati apparaît.

Tout de suite, le ton est donné : un Rwandais, un mort s'approche en agitant frénétiquement une machette. Les soldats ne bougent pas. Impressionnés, comme brutalement réveillés, le Rwanda décide de sauter plutôt que de frapper. Devant les commandos français, équipés du meilleur armement qui soit, l'homme se lance dans une fusillade dans du sabon.

La scène est grotesque mais nul n'a envie de rire. Les renseignements étaient bons : à Nyagurati, près de 600 habitants, des événements au-delà de l'horreur se produisent tous les jours.

« J'ai tué des enfants »

L'unique policier de cette localité perdue au milieu des collines raconte sans embages : « Nous avons tué quelques Tutsis, ça ne dépassait pas la cinquantaine. C'étaient des adultes, mais il avait aussi des femmes et des enfants. Vous voyez cette rangée de maisons, à gauche ? Ils habitaient là. On a tout incendié. Il fallait qu'il ne reste rien... »

L'instigateur - Huku lui aussi - se joint à la discussion que c'est normal de tuer des enfants sous le couvert de la guerre. « On a tué des enfants sous prétexte qu'ils sont complices ? » L'enseignant refuse de répondre : « On a chassé tous les Tutsis du village, de la première. Mais on ne s'en est pas tenu pour tout. Ils se sont rassemblés là-haut, dans la forêt. Tous les soirs, ces malfaiteurs et les complices du FPR reviennent nous attaquer. Ils n'ont rien à manger et veulent prendre de la nourriture. Nous, on se défend... »

« Monsieur l'instigateur, vous nous dites que c'est normal de tuer des enfants sous prétexte qu'ils sont complices ? » L'enseignant refuse de répondre : « On a chassé tous les Tutsis du village, de la première. Mais on ne s'en est pas tenu pour tout. Ils se sont rassemblés là-haut, dans la forêt. Tous les soirs, ces malfaiteurs et les complices du FPR reviennent nous attaquer. Ils n'ont rien à manger et veulent prendre de la nourriture. Nous, on se défend... »

« Monsieur l'instigateur, vous nous dites que c'est normal de tuer des enfants sous prétexte qu'ils sont complices ? » L'enseignant refuse de répondre : « On a chassé tous les Tutsis du village, de la première. Mais on ne s'en est pas tenu pour tout. Ils se sont rassemblés là-haut, dans la forêt. Tous les soirs, ces malfaiteurs et les complices du FPR reviennent nous attaquer. Ils n'ont rien à manger et veulent prendre de la nourriture. Nous, on se défend... »

Le ministre de la Défense, François Léotard, est ce matin dans la zone frontalière entre le Rwanda et le Zaïre, où la France achève de déployer les deux mille cinq cents hommes de l'opération « Turquoise ». Accompagné du secrétaire d'État à l'Action humanitaire, Lucette Michaux-Chevry, il doit inspecter le dispositif français le long de la frontière rwandaise, à Goma et à Bukavu. Le ministre doit ensuite entrer au Rwanda pour visiter les positions avancées françaises.

Les forces spéciales françaises ont évacué hier par hélicoptères vers

Goma trente-cinq religieuses et huit jeunes orphelins de Kibuye, dans l'ouest du Rwanda, où elles se sont installées « menacées ». C'est à Goma qu'a été installée la cellule humanitaire de l'opération « Turquoise ». Un premier contingent de quarante hommes y est arrivé hier avec des tonnes de médicaments et de nourriture. Une autre antenne sera établie à Bukavu, à 120 km plus au sud.

Le commandant de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), le général canadien Roméo Dallaire, a affirmé hier à Kigali

que le Front patriotique rwandais (FPR) est « toujours déterminé à combattre les Français s'ils s'aventurent jusqu'aux lignes de front ». L'officier doit rencontrer demain à Goma le commandant de l'opération « Turquoise », le général Jean-Claude Lafont. Le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a déclaré que les militaires français « évolueront autant que possible tout contact avec le FPR ». Paris a envoyé quatre avions de reconnaissance Mirage F 1 CR au Rwanda dans le cadre de la mission « Turquoise ». (AFP, Reuters.)

vous voir, on est entre 5 000 et 8 000. Ils nous chassent sans répit. Une dizaine de soldats des forces armées rwandaises, accompagnés de 150 millions armés de machettes, arrivent tous les matins vers dix heures et ça commence. Nous, on court, on court, mais on n'en peut plus... »

Peu les fuyards s'approchent des soldats français. En quelques minutes, ils sont 70. Tous malingres, visiblement soufflés. Leurs vêtements sont en lambeaux, certains portant des plaies causées par des coups de machettes. Un enfant, un homme le bras à moitié sectionné.

« Restez ou nous mourrons ! »

Scène pathétique, hallucinante. Ces gens vivent un enfer quotidien depuis deux mois. Ils ont tout le regard égaré, les membres ébranlés, les traits livides. Ce sont des survivants. S'en rendent à peine compte de la situation. Aujourd'hui encore, dit-il, les miliciens et les soldats sont venus nous attaquer et brûler les champs pour nous empêcher de manger. Ils se sont répartis en trois groupes et nous ont encerclés. Nous ne pouvons rien faire... »

Tout l'heure, dans le petit village hulu, les soldats français étaient choqués. Maintenant, ils se rendent compte qu'un véritable génocide se déroule sous leurs yeux. Jamais ils n'auraient pu imaginer choses pareilles. Leur gorge se serre lorsqu'ils découvrent le sédatif du vieil homme.

« Dès le 7 avril, les miliciens des miliciens ont commencé à nous tuer, à brûler nos maisons et à voler nos vaches. Depuis, cela ne s'est pas arrêté, le 18 avril, j'ai vu les miliciens tuer 4 000 réfugiés. Ma femme et mes enfants étaient là, ils sont morts. Ils sont intéressés dans la fosse commune qu'on creuse les militaires après la massacre. Moi, j'ai fui dans les collines. J'ai retrouvé d'autres gens et on a formé ce petit groupe. Depuis deux mois, on n'arrête pas de courir. Tous ceux qui n'ont pas réussi à fuir ont été tués. Partout, il y a des cadavres... »

« Où par exemple ? » demande le lieutenant-colonel Diego.

« Là, juste ici, à deux mètres de vos voitures, il y a une tombe... »

Deux soldats français se précipitent. Un jeune Tutsi les guide derrière une tourte. Des trous comme calculés, il y en a partout sur la colline... Quatre réfugiés apparaissent. Ils portent sur leurs épaules un brancard horriblement composé de branches. Dehors, le corps d'un adolescent... « Il vient d'être tué par les miliciens, il y a deux heures, explique un rescapé. Ils lui ont découpé la gorge au

coureau. Regardez ! Le sang coule encore. Il était caché dans un champ. Quand il y a couru, mais s'est ratrapé... »

Brutalement, un jeune tutsi sort du groupe des rescapés, en proie à une colère extrême : « Lui, hurle-t-il, pointant du doigt l'instigateur hulu qui sert de guide aux militaires français. Il s'appelle Jean-Baptiste Twagayezu et c'est le chef des miliciens. C'était mon professeur, je le reconnais ! - Le jeune tutsi est centré par deux réfugiés. Le lieutenant-colonel Diego s'approche de lui et l'interroge :

« Tu es sûr ? Tu le reconnais ? »

« Oui, hurle le jeune homme, il est venu ici tout le temps nous attaquer. C'est un chef des miliciens. Il a tué ma sœur et mon frère. Je le reconnais, c'était mon professeur... »

« Tu es bien sûr ? », insiste l'officier français.

« Oui, je l'ai vu. Un jour, il est venu avec le père de Kibuye et ils ont discuté longtemps ensemble. Après, c'est devenu encore plus difficile pour nous. La chasse à l'homme s'est intensifiée... »

L'instigateur hulu, réjoui dans une voiture, s'est mis à trembler. Sans conviction, il tente de nier : « Ces gens ont commis des crimes terribles », bredouille-t-il.

Le lieutenant-colonel Diego ordonne à un soldat de protéger l'instigateur chef de mise, il réglera ça plus tard. Pour l'heure, il lui fait partir. La nuit tombe.

« Nous allons revenir, as-

enfants. Toutes nos femmes ont déjà été assassinées. On ne peut plus tenir... »

« Pour l'instant, reprend avec une patience infinie le lieutenant-colonel Diego, nous ne pouvons rien faire. L'important, pour vous, c'est de survivre encore deux ou trois jours. On reviendra, on sait où vous êtes... »

L'ordre de départ est donné. Les soldats français embarquent dans leurs trois véhicules. L'instigateur hulu est placé sous bonne garde : « Ces gens-là nous ont attaqués », martèle-t-il.

Arrivés dans le village de Muguha, l'officier le prend en tête à tête : « Alors, tu es responsable de mille... L'homme fait mine de ne plus comprendre le français. « Je te préviens, reprend le lieutenant-colonel Diego, je sais que tu comprends ce que je dis. Alors je vais te le dire une fois et tu t'échappes de ma paillarderie ; si tu recommences, ça se passera très, très mal ! Compris ? »

De retour à Kibuye, à la nuit tombée, les soldats français discutent entre eux. Écœurés et amers. « Que va-t-on pouvoir faire ? » se demandent-ils. « Jamais je n'aurais imaginé cette folie furieuse », dit l'un. Le lieutenant-colonel est encore sous le choc : « J'ai de l'expérience mais là... » Il ne se fait pas d'illusion : « Avant que l'on puisse intervenir à Bessero, au moins 2 000 autres réfugiés seront assassinés... »

L'air épuisé et plein de remords, l'officier français envoie ses informations à l'état-major : « A eux, dit-il, de prendre



Les soldats français se rendent compte qu'un véritable génocide se déroule sous leurs yeux. (Photo AP.)

enfants ? Comment il le sait, le prof de Kibuye m'a montré ces textes. Il est d'ailleurs venu ici pour vérifier comment ça se passait. Il m'a dit que je faisais du bon travail... »

Le lieutenant-colonel Diego n'en peut plus. Il donne l'ordre de repli : des dizaines de villageois hulu, tous armés de machettes, sont maintenant rassemblés sur la place du village : « Ça soit, on va encore attaquer les malfaiteurs », lance l'un d'eux.

avec une logistique aussi moderne ?

Toutes ces questions, le lieutenant-colonel Diego les formule à demi-mot, le temps de boire une bière dans le village de Muguha. L'arrivée des soldats français dans cette petite localité a déclenché l'enthousiasme général. Au barrage flotte un drapeau bleu-blanc-rouge. Les soldats sont gênés : le malentendu entre eux et la population hulu - persuadée que la France vient à son secours - est

naire de cette région, est embarqué dans un véhicule : il servira de guide. Une heure et demi de route, durant laquelle l'instigateur hulu ne cesse de répéter qu'il est « triste ». « Je ne peux pas revenir chez moi. Le FPR me l'interdit. Les rebelles se sont regroupés sur les collines de Bessero pour nous attaquer. Ils veulent tous nous tuer... »

En quelques kilomètres, le paysage de cette région idyllique bascule dans le cauchemar. Sur les douces collines rwandaises, on ne distingue plus que des maisons brûlées et des champs dévastés. Alors que dans la vallée, tout près de là, tout paraissait tranquille. D'ailleurs, on ne coïncide plus avec qui, dans la fosse commune des semaines. Les soldats français posent le doigt sur la garniture de leur arme. L'atmosphère se tend. De longs panaches de fumée s'élevaient vers le ciel bleu azuré. Des champs enflammés apparaissent. C'est la guerre, là, on est en train de massacrer.

D'un coup, quelques silhouettes fantomatiques apparaissent sur le bas-côté. Pareil à une volée de moineaux affolés, le petit groupe se précipite par l'arrivée des véhicules français - se disperse dans le désordre. Seul un vieil homme, appuyé sur un bâton, reste immobile, comme indifférent.

Il s'appelle Eric Nzabihimana, il est tutsi. Il enseigne à l'école primaire de la commune de Gicovo. Trépané de sueur, épuisé, il raconte : « Nous sommes un groupe de 200 Tutsis. Depuis deux mois, l'armée et les miliciens rwandais nous poursuivent. Nous survivons ici, au sommet de ces collines, mais tous les jours ils viennent nous attaquer. Il y a deux heures, les miliciens ont tué cinq d'entre nous. Nous ne pouvons pas nous défendre, nous n'avons rien... »

Eric Nzabihimana s'exprime très bien en français. Il a parlé sans pouvoir s'arrêter. Comme s'il allait mourir avant d'avoir pu expliquer ce qui se passe dans ce décor dévasté. « On n'en peut plus », heurte-t-il les miliciens et les autorités tuent quelques-uns d'entre nous. Ça fait deux mois, on est à bout. Partout, il y a des groupes de Tutsis en fuite. Là, sur les sommets que vous

total. « J'en ai assez de voir ces assassins nous acclamer ! », lance, imperturbable, un gendarme.

Mais la mission n'est pas terminée. Le lieutenant-colonel Diego a un deuxième objectif : reconnaître la zone de Bessero. Là-bas, selon des religieuses, des Hutus extrémistes se rassemblent pour exterminer 5 000 Tutsis réfugiés dans les collines. Selon le gouvernement rwandais, ce sont au contraire des Tutsis du FPR qui se regroupent pour lancer des assauts contre les villages hutus « purifiés ».

Pour savoir, il faut y aller. Et faire vite. Pendant le court arrêt dans le village de Muguha, les soldats français les uns sur les autres, se sont mis à parler. « Ça va être difficile de reconnaître la zone de Bessero. Un instituteur hulu, origi-

de nombreux véhicules militaires rwandais arborant de grands drapeaux français. Les soldats gouvernementaux en démontent d'ailleurs la bannière bleu-blanc-rouge pour mener d'ultimes opérations de chasse à l'homme. Les réfugiés tutsis, qui savent que la France intervient de manière ouverte, sortent naturellement de leurs cahots devant des troupes qu'ils identifient comme françaises. S'ils tombent sur des miliciens ou des gouvernementaux portant le drapeau français, ils sont tués.

sure-t-il ces réfugiés, avec beaucoup d'émotion. Ne vous en faites pas : dans deux ou trois jours, nous serons là. En attendant, il faut se cacher et survivre !

« Mais ils vont nous tuer ! lance un jeune Tutsi. Restez ici ! Ne partez pas ! Je vous en supplie ! »

« Nous devons partir, tente d'expliquer l'officier. Mais nous reviendrons, je vous le promets ! »

« Non, on va mourir ! Restez, on bien dit-nous où nous pouvons vous rejoindre ! Regardez, il ne reste plus que quelques hommes et quelques

une sœur rwandaise passe : « Comment, s'écrie-t-elle, il y a encore de gens en vie à Bessero ? Ce n'est pas possible ! Aucun être ne peut survivre comme ça pendant deux mois ! »

P.S.E.



Après avoir quitté le village, un gendarme français lâche dans un soufre : « Je n'ai jamais vu ça, c'est de la folie totale ! »

« Ces assassins qui nous acclament ! »

Le lieutenant-colonel Diego reste penché : la mission attribuée à ses hommes se révèle plus compliquée que prévu. Comment intervenir tout en restant neutres face à de tels agissements ? Comment calmer les esprits de montagnards entflammés par une propagande raciale officiellement déversée depuis des années par un gouvernement aux mains des extrémistes ? Comment intervenir dans un pays à la géographie aussi difficile

CERRUTI 1881
PARIS
BOUTIQUES HOMME
27, RUE ROYALE - P • 4, RUE PIERRE CHARRON - P

Private Stock COMPAGNIE DE CALIFORNIE
GRANDE VENTE COLLECTION ETE 94
Homme - Femme - Enfant
Du mercredi 29 juin au Dimanche 2 juillet inclus de 10h à 19h.
27, rue Jean Jacques Rousseau Paris 1^{er} (Métro Louvre - face au 40, rue du Louvre)

DU SILENCE.



IL N'Y AVAIT QUE DU SILENCE.



ET DES TUÉS.

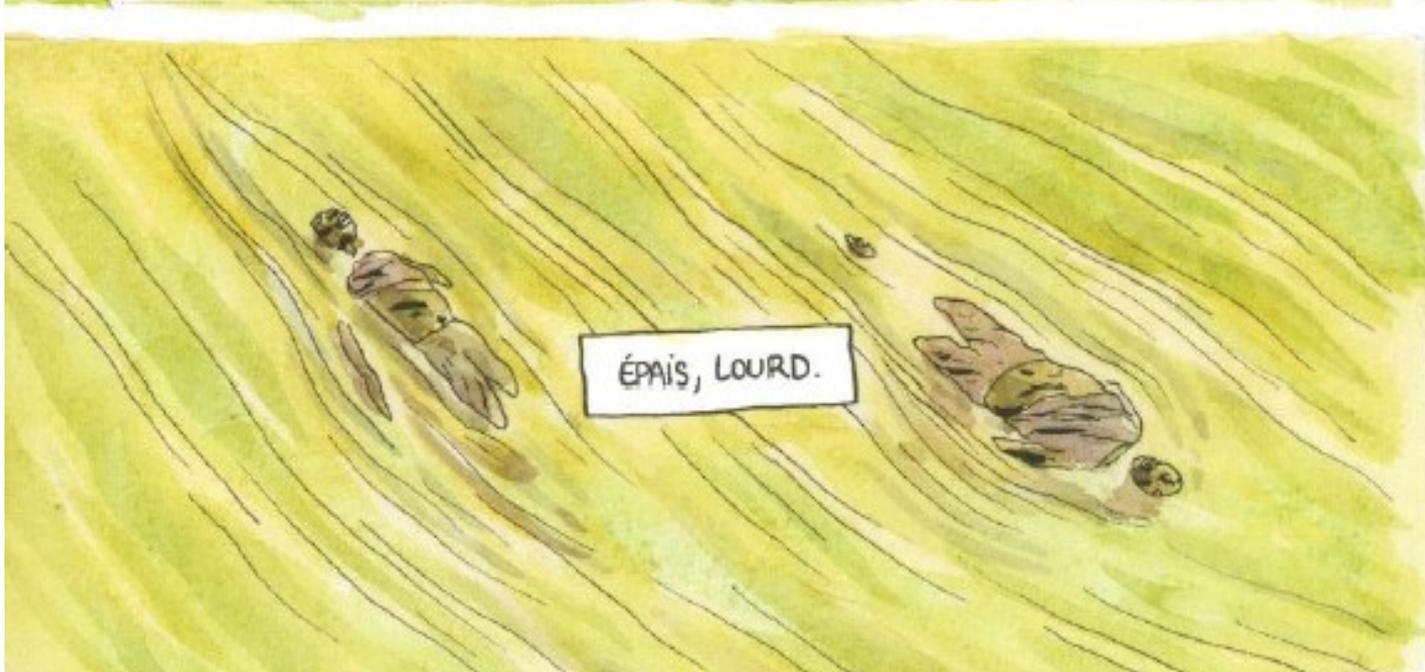


A watercolor illustration of a landscape with a greenish-yellow background. Several bodies are floating in the water, which is depicted with dark, wavy lines. A small patch of reeds is visible on the right side.

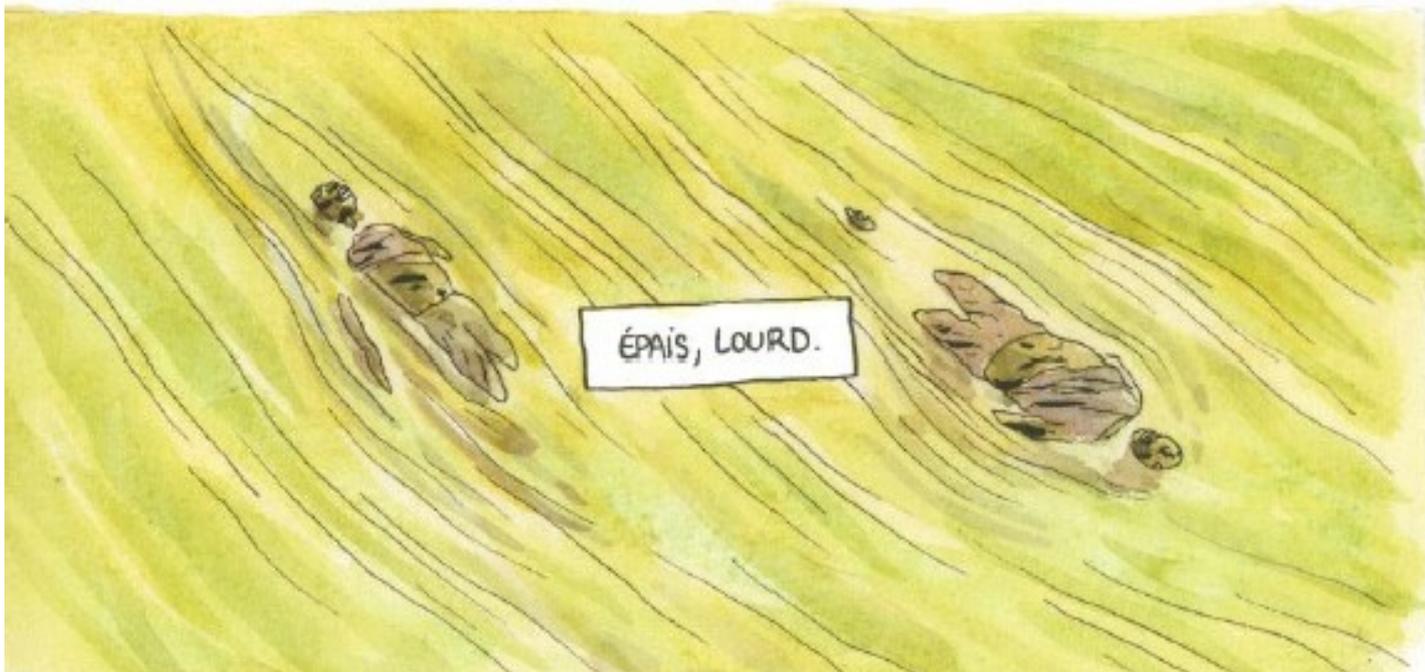
LES TUÉS NE PARLENT PAS.

A watercolor illustration of a landscape with a greenish-yellow background. Several bodies are floating in the water, which is depicted with dark, wavy lines. A small patch of reeds is visible on the right side.

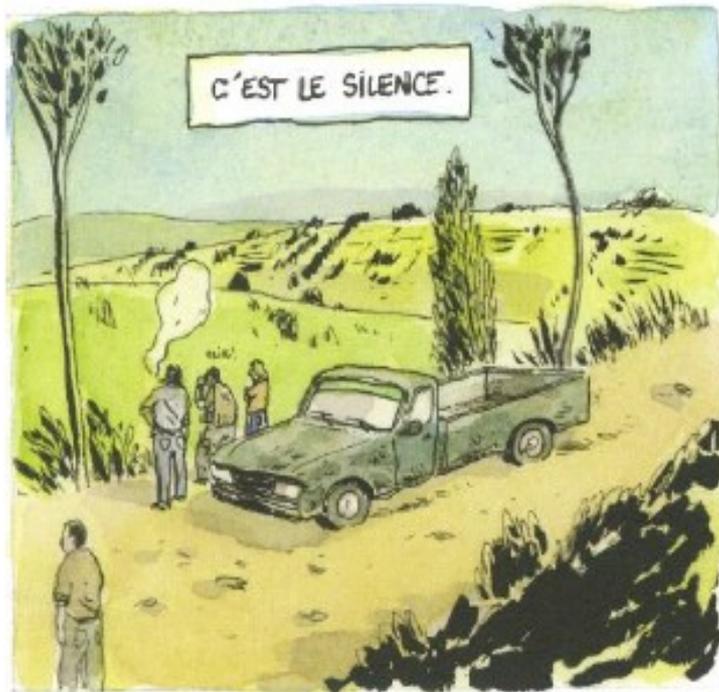
IL N'Y AVAIT PLUS DE MOTS.

A watercolor illustration of a landscape with a greenish-yellow background. Several bodies are floating in the water, which is depicted with dark, wavy lines. A small patch of reeds is visible on the right side.

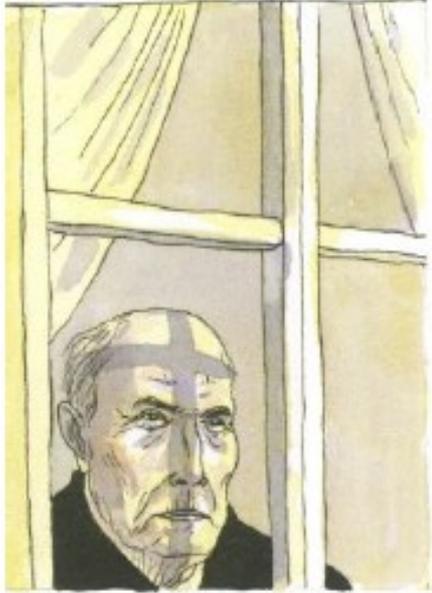
JUSTE CE SILENCE.

A watercolor illustration of a landscape with a greenish-yellow background. Several bodies are floating in the water, which is depicted with dark, wavy lines. A small patch of reeds is visible on the right side.

ÉPAIS, LOURD.



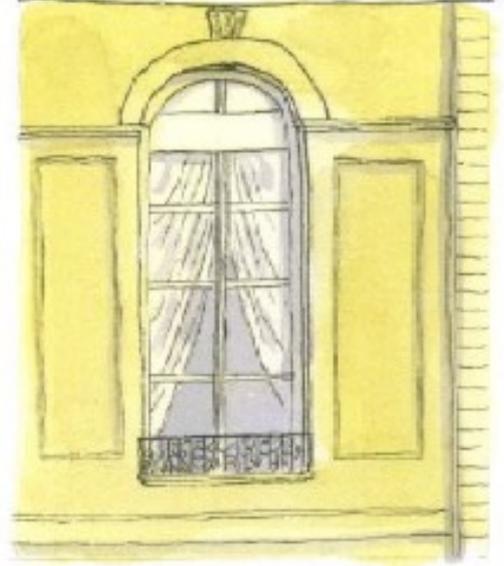
7 JUIN 1994, FRANÇOIS MITTERRAND SAIT QUE CELA AVAIT RECOMMENCÉ.



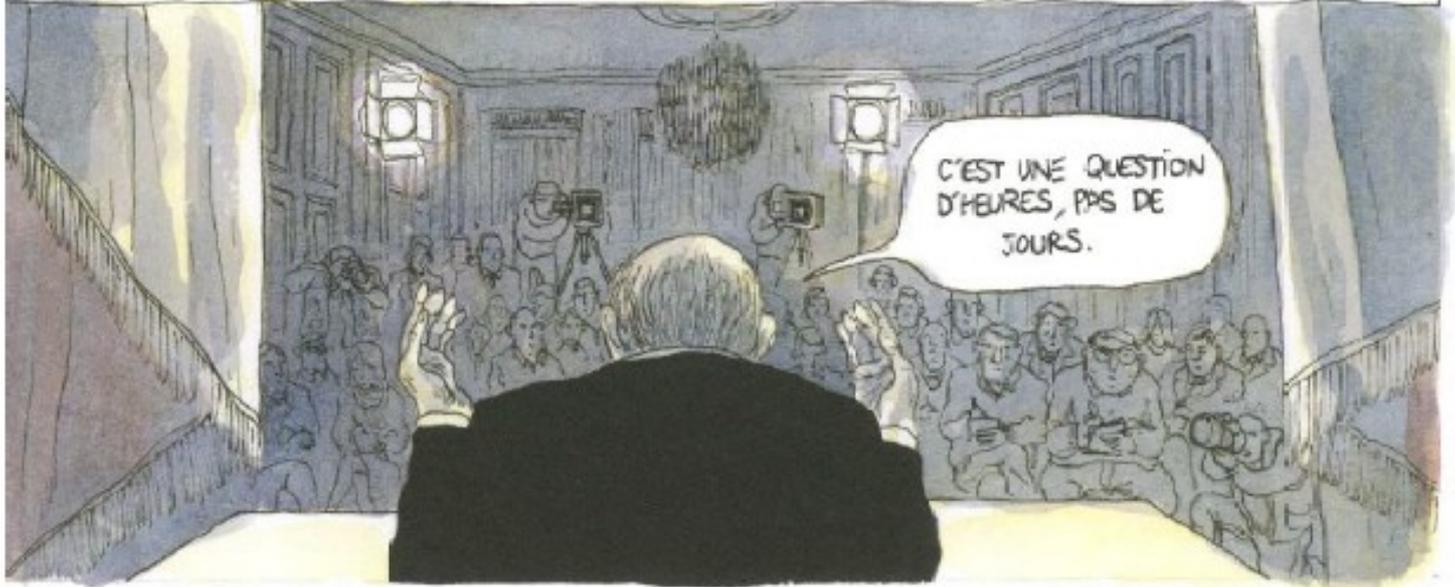
IL NE VOULAIT PAS Y CROIRE.



PENDANT DES SEMAINES, IL N'A RIEN DIT. LAISSANT FAIRE NOS ALLIÉS.



ET BRUTALEMENT, LE 18 JUIN, APRÈS CRADOUR ET AVANT LE 14 JUILLET, IL EST MONTÉ AU CRÉNEAU POUR LANCER L'OPÉRATION TURQUOISE.



TURQUOISE A DÉMARRÉ À LA FIN JUIN 1994.

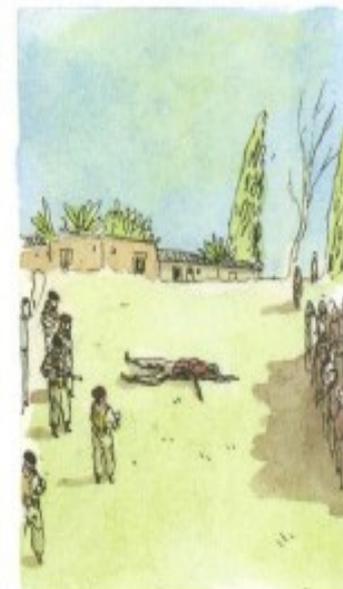
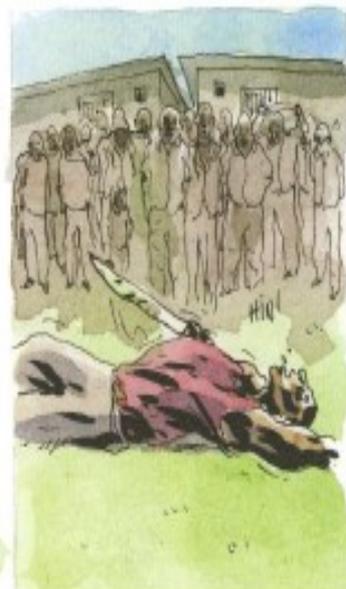
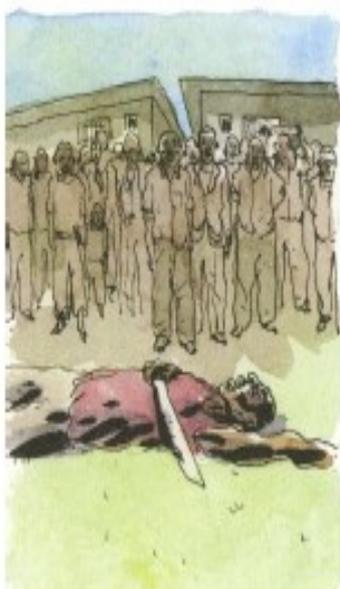
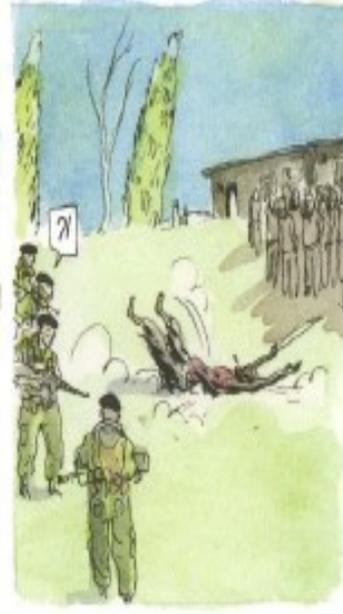
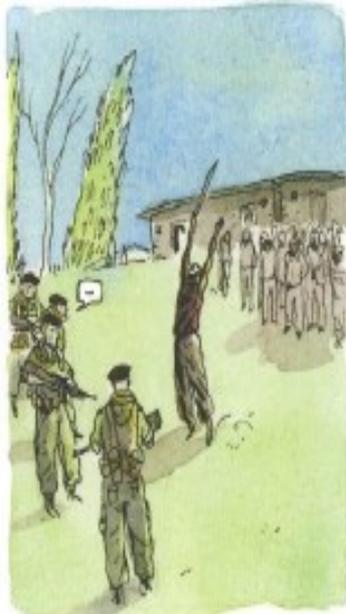
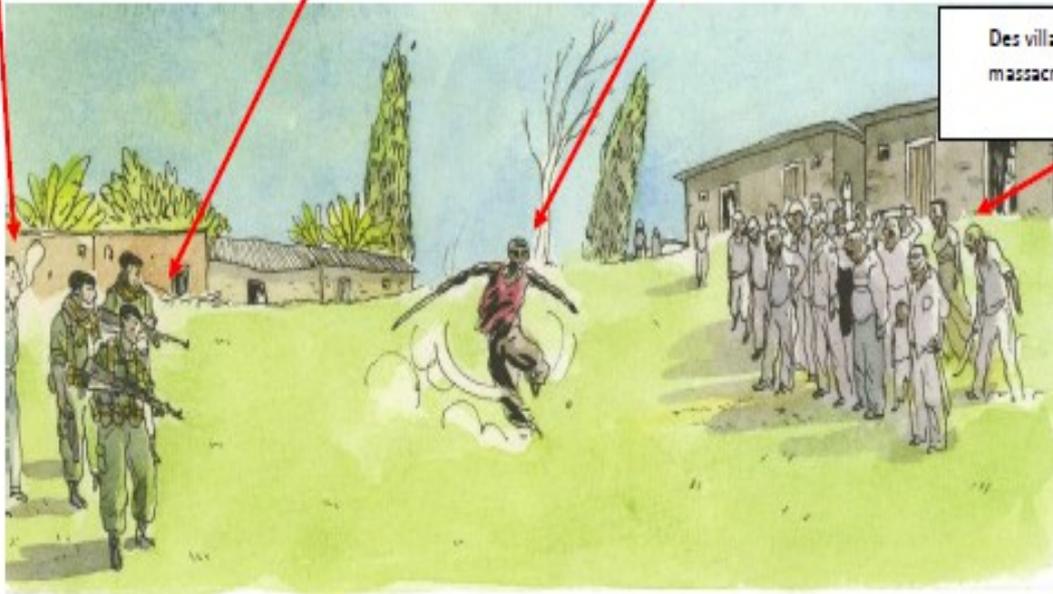


Le reporter Patrick de Saint Exupéry

Des soldats français de l'opération Turquoise, envoyés au Rwanda avec un mandat de l'ONU pour empêcher les massacres.

Un tueur totalement ivre qui effectue une dans avec sa machette.

Des villageois ayant participé au massacre de leurs voisins Tutsis.



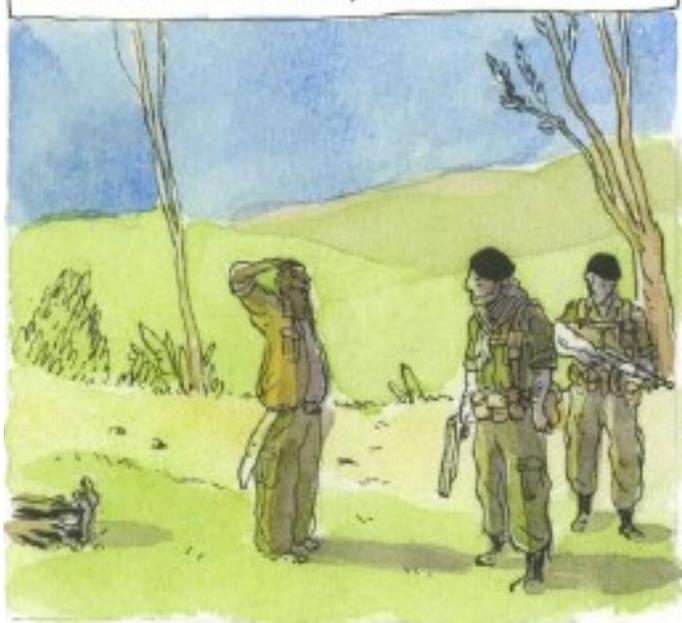
UN HOMME A BRISÉ LE CERCLE.



C'ÉTAIT UN POLICIER. IL ÉTAIT SÛR DE LUI.



IL S'EST ADRESSÉ À DIEGO, MARTIAL.



NOUS AVONS TUÉ QUELQUES
TUTSIS, ÇA NE DÉPASSE PAS LA
CINQUANTAINE.



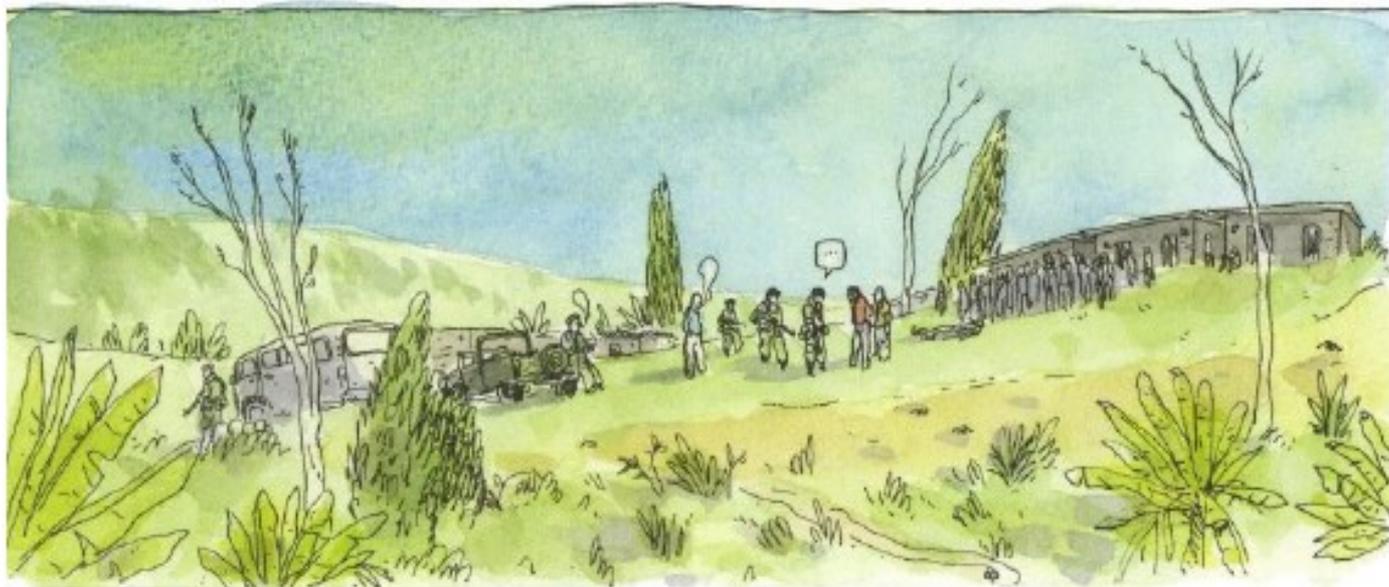
VOUS VOYEZ CETTE RANGÉE
DE MAISONS, LÀ ?



ON A TOUT INCENDIÉ,
IL FALLAIT QU'IL NE RESTE
RIEN.



NOUS AVIONS PÉNÉTRÉ UN MONDE OÙ LES INSTITUTEURS TUENT LEURS ÉLÈVES, OÙ LES POLICIERS MÈNENT LA BATTUE.





C'ÉTAIT TOUS DES COMPLICES!

MON CHEF M'A ENVOYÉ ICI POUR ÇA.



IL M'A DIT QUE TOUS LES TUTSIS ÉTAIENT MAUVAIS. AVANT, ON SAVAIT QU'IL Y AVAIT UN COMLOT. ON AVAIT REMARQUÉ QUE DES GROUPES DE TUTSIS SE RASSEMBLAIENT POUR TRAMER DE MAUVAISES CHOSES.



ON A VOULU LES EMPÊCHER D'ATTAQUER, ON A PRIS LES DEVANTS



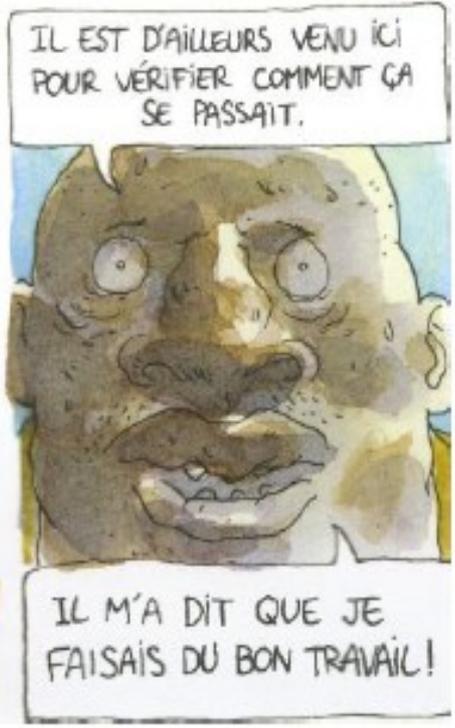
IL Y A EU DE NOMBREUX GESTES QUI MONTRAIENT QU'ILS VOULAIENT NOUS ATTAQUER...

LESQUELS?



DES ÉCRITS OÙ ILS TRAITENT MAL LE PEUPLE HUTU.

JE LE SAIS, LE PRÉFET DE KIBUYE M'A MONTRÉ CES TEXTES.



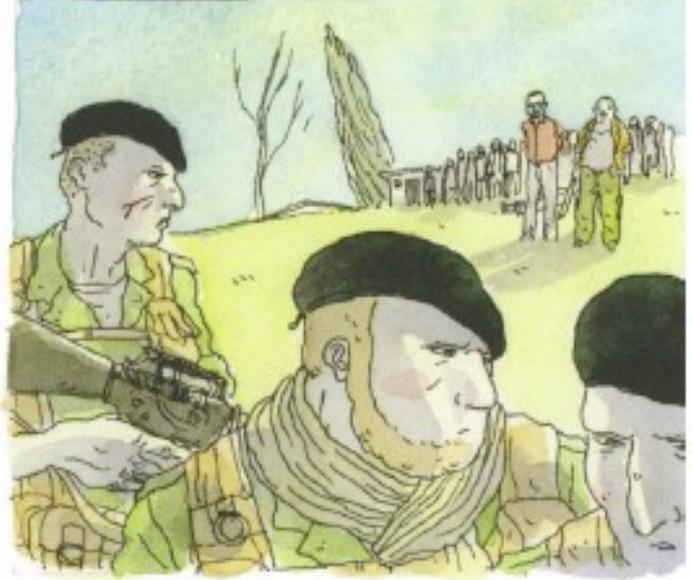
IL EST D'AILLEURS VENU ICI POUR VÉRIFIER COMMENT ÇA SE PASSAIT.

IL M'A DIT QUE JE FAISAIS DU BON TRAVAIL!

NOUS ÉTIIONS À BOUT, DÉGOUTÉS...



... MAIS IL N'Y AVAIT RIEN À FAIRE.



DIEGO A DONNÉ LE SIGNAL DU DÉPART.



LA DANSE, LE POLICIER, L'INSTITUTEUR, CELA FAISAIT TIC-TAC.

